

Brochure n° 3104

Convention collective nationale

IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

ACCORD DU 5 OCTOBRE 2007
RELATIF AU TAUX D'APPEL DE COTISATION
DES ANCIENS SALARIÉS

NOR : *ASET0751115M*

IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (LEEM),

D'une part, et

La fédération chimie, énergie (FCE) CFDT ;

La fédération des cadres de la chimie CFE-CGC ;

La fédération chimie, mines, textiles, énergie CFTC ;

La fédération nationale de la pharmacie FO ;

Le syndicat national professionnel autonome des délégués visiteurs médicaux (SNPADVM),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Cotisations contractuelles des garanties maladie-chirurgie-maternité au régime
supplémentaire (RS) de frais de soins de santé des anciens salariés*

Le tableau des cotisations fixées pour l'année 2007 à l'article 5.2 « Cotisations annuelles contractuelles » de l'accord collectif du 22 juin 2007 sur le régime frais de soins de santé des anciens salariés est modifié comme suit, pour la cotisation au RS des anciens salariés dont le revenu de remplacement est compris entre 24 001 € et 60 000 €.

	REVENU DE REMPLACEMENT	RÉGIME supplémentaire (RS)
Pour chaque ancien salarié	de 24 001 € à 60 000 €	0,62 % du PASS + 0,03 % du PASS par tranche de 2 400 € entre 24 001 € et 60 000 €.

Article 2

Cotisations des garanties maladie-chirurgie-maternité au régime professionnel conventionnel (RPC) et au régime supplémentaire (RS) du régime frais de soins de santé des anciens salariés

Pour l'année 2008, les cotisations afférentes au risque maladie-chirurgie-maternité du RPC et du RS, fixées par l'article 5.2 de l'accord collectif du 22 juin 2007 sur le régime frais de soins de santé des anciens salariés, seront appelées à 100 % de leur montant.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 4

Dépôt et publicité

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en 2 exemplaires à la direction des relations du travail de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 5 octobre 2007.

(Suivent les signatures.)